

## COMMUNIQUE

Saint-Pierre le 6 octobre 2015

Le MEDEF Saint-Pierre et Miquelon, la Fédération des Entreprises et des Artisans du BTP (FEA BTP SPM) tiennent à appuyer la démarche conjointe des 4 MEDEF des DOM et COM - Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion - face à l'inquiétude suscitée par l'augmentation des charges sociales prévue dans la Loi de Finances 2016 au détriment des entreprises de ces territoires.

Les différents coups de rabot qui seront mis en place, les prélèvements complémentaires sur les entreprises freineront l'initiative privée et leur développement.

Aujourd'hui plus qu'hier, nos entreprises ont besoin que l'activité soit au rendez-vous et ce, dans les tout prochains mois.

Sur le Territoire le secteur marchand représente aujourd'hui à peine 50 % du secteur actif productif, contraint à s'épuiser au fil du temps.

Nous avons besoin que nos réflexions sur la mise à niveau du Territoire soient entendues, nous demandons de la lisibilité pour conserver nos emplois et que nos salariés formés ne soient pas constamment débauchés par les secteurs non marchands.

Nous demandons d'avantage d'investissement plutôt que du fonctionnement au détriment de nos activités et de notre savoir-faire.

Nous voulons un langage clair : soit le monde entrepreneurial est encore possible, soit l'initiative privée disparaît et il faudra alors commencer à l'expliquer à nos jeunes dès maintenant, car ce sera le début de l'effacement de 500 ans d'existence.

Les entreprises, tous – au sein des instances locales – font des efforts considérables pour que nos jeunes puissent acquérir les connaissances professionnelles utiles et nécessaires à notre Territoire dans des domaines variés comme l'électricité, la menuiserie, la mécanique, la santé, la pêche, le commerce, le tourisme, etc.

Sommes-nous en train de préparer notre propre exil ?

Le Président,  
Roger HELENE